

la lettre eau

Septembre 2009 - n°48

Sommaire

Actualité

Nitrates dans l'eau en Bretagne :
Les nouvelles critiques de la Commission européenne
p. 3

Abandon du projet portuaire de Donges-Est :
Une victoire pour la Loire et son estuaire
p. 4

Le schéma national des données sur l'eau :
L'accès de l'information sur l'eau pour tous
p. 6

Dossier

Consultation sur les SDAGE :
Les chambres d'agriculture, acteurs
impossibles du développement durable ?
p. 10

Concertation sur les SDAGE :
Pour ou contre leur adoption ?
p. 12

Point de vue

Fiche de lecture :
" L'eau, un trésor en partage "
p. 16

Fédération française des
Associations de Protection
de la Nature et de
l'Environnement, fondée
en 1968, reconnue d'utilité
publique en 1976.



« France Nature Environnement rassemble plus de 3000 associations nationales, régionales et locales réparties sur l'ensemble du territoire. Présente dans de nombreuses institutions de concertation, la fédération nationale place la protection de la nature, de l'environnement et de notre santé au cœur des décisions publiques afin que les décideurs politiques n'ignorent plus les préoccupations des citoyens ».

La politique de l'eau requiert une attention constante de la part des citoyens, afin de veiller à une eau de bonne qualité, respectueuse de la santé humaine, ainsi qu'à la biodiversité des milieux naturels aquatiques. Les pages du site de FNE dédiées à l'eau ont cette vocation de vous transmettre l'essentiel de l'information sur l'eau en France, tout comme une analyse des politiques dans ce domaine. Venez visiter les pages eau : <http://www.fne.asso.fr>

Devenez un «don'acteur» Faites un don pour que l'eau reste vive !

Les dons des particuliers sont déductibles du revenu imposable. Un reçu fiscal sera adressé à tous les donateurs.

Vous pouvez soutenir les actions du Réseau eau de France Nature Environnement en nous faisant parvenir vos dons aux coordonnées suivantes :

**Pôle ressources en eau et milieux
naturels aquatiques
de France Nature Environnement**
6 rue Dupanloup - 45000 Orléans
☎ 02 38 62 55 90 - ✉ 02 38 62 55 91
e.mail : eau@fne.asso.fr
site web : www.fne.asso.fr

Directeur de la publication : Sébastien Genest
Rédacteur en Chef : Bernard Rousseau, responsable
des politiques Eau de France Nature Environnement
Comité de rédaction : Julie Jegou, Anaïs Giraud, et
Romain Suaudeau
Mise en page : Charlotte Laffolay - Sologne Nature
Environnement
Impression : Imprimerie Nouvelle
Routage : Dautry
Photo de couverture : Lac d'Aydat (63) - Morgan
CHARTIER



La Lettre eau est éditée par un imprimeur labellisé Imprim'Vert. Cela signifie qu'il respecte 3 objectifs :

- la bonne gestion des déchets dangereux
- la sécurisation des stockages de produits dangereux
- l'exclusion des produits toxiques des ateliers.

Les labels PEFC (Programme for the Endorsement Forest Certification) et FSC (Forest Stewardship Council) indiquent que le papier utilisé est issu de forêts gérées durablement.

La reproduction de textes tirés de la lettre eau est autorisée sous réserve d'en citer la source datée.

édito

Pour une eau vivante : combattre les fausses solutions



Ils étaient bien peu nombreux ces géologues⁽¹⁾ qui ont alerté l'opinion il y a quelques années sur l'épuisement rapide des réserves de pétrole. Leur discours, porté dans l'indifférence générale des économistes bien formatés, était dérangeant pour tous ceux dont le métier est de promettre des jours meilleurs.

Mais la thèse de ces cassandres a pris de la consistance quand, au cours de l'année 2008, le prix du pétrole s'est envolé vers des sommets qui, en quelques mois, ont déstabilisé l'économie mondiale.

Dans ce climat de crise, les énergies renouvelables ont repris de la vigueur, celles-ci devant partiellement remplacer l'énergie issue du carbone. L'hydroélectricité, parée de toutes les vertus, est ainsi devenue « Grenelle compatible »

S'engouffrant dans cette brèche, les producteurs ont bataillé pour favoriser l'hydroélectricité. Ils se sont opposés avec succès à ce que l'on fasse apparaître dans les SDAGE le taux d'étagement⁽²⁾ des rivières. Cet indicateur qui caractérise l'artificialisation des eaux courantes, pénalise les nouveaux barrages, d'où cette censure rampante sur le taux d'étagement.

La fin de l'histoire, c'est qu'à partir d'un problème réel « la fin de l'énergie carbone », en entretenant les ambiguïtés, on tente de mettre en place une politique bien incapable de répondre aux défis énergétiques de l'époque.

Outre l'épuisement des ressources, brûler du carbone génère du CO₂ ce qui renforce l'effet de serre et la température de la planète. Là aussi, les premiers travaux du GIEC⁽³⁾, qui annonçaient cette évolution climatique, ont été accueillis dans l'indifférence générale pour ensuite être combattus par quelques « grandes gueules » médiatiques... Aujourd'hui la gravité de ce problème est admise, la chasse au CO₂ s'organise.

Cette fois l'hydroélectricité ressort, mais pour lutter contre le changement climatique, cette chansonnette étant poussée par le chœur des petits producteurs et des grands groupes publics et privés dans un contexte de libéralisation du marché de l'énergie. La France étant déjà fortement équipée, si l'on veut réellement réduire l'émission de CO₂, il faudra trouver autre chose⁽⁴⁾ que le développement de l'hydroélectricité.

En effet l'utilisation du thème de la lutte contre le CO₂ n'est qu'un prétexte pour rendre positive la construction de centrales hydroélectriques. Rien de moral dans la posture des hydroélectriciens, leur justification n'est que banalement financière, EDF ayant une obligation de rachat à bon prix de l'électricité produite.

Par ailleurs, trop de CO₂ dans l'air augmente la température de la planète et les sécheresses. Voici donc une nouvelle calamité qui permet de renforcer des revendications déjà anciennes : le développement de l'irrigation.

En aucun cas, ceux qui prônent ces solutions ne remettent en cause la monoculture industrielle actuelle, ils en veulent plus. Pourtant une remise en cause est nécessaire, certes cette agriculture produit des denrées, mais en impactant fortement le climat, à quel coût environnemental ?

En effet, cette agriculture génère d'un bout à l'autre de l'Europe une explosion du déplacement des camions transportant engrais, céréales et viandes, qui génèrent pollution et CO₂, donc contribuent à accroître l'effet de serre.

De plus, l'utilisation massive d'engrais émet de l'oxyde nitreux (N₂O)⁽⁵⁾ un autre gaz à effet de serre, que génèrent aussi les fumiers et les lisiers en décomposition qui produisent aussi du méthane (CH₄)⁽⁶⁾, autre gaz à effet de serre que par ailleurs les bovins rejettent quand ils ruminent ; sans oublier les marées vertes sur les plages de Bretagne et ailleurs, où l'hydrogène sulfuré achève bien les chevaux ...et les hommes.

En résumé : cette agriculture qui revendique d'irriguer plus, pour produire plus, va augmenter ses rejets de gaz à effet de serre, donc augmenter la température de la planète, et en conséquence aggraver les sécheresses qu'elle entend pourtant combattre en développant l'irrigation. Un cycle infernal au service d'une mauvaise idée.

On constate donc que les situations de crise favorisent les communications opportunistes qui, à première vue, peuvent convaincre du bien-fondé de certaines solutions. En isolant les principes censés les justifier, en évaluant leurs performances, et en secouant le tout, on peut finir par savoir si on est en présence d'une fausse solution... à un vrai problème. Le Développement Durable devrait donner un cadre à cet exercice, seule difficulté : il est mis à toutes les sauces, il est même devenu dans l'ambiguïté, le lubrifiant des désaccords humains.

Dans la situation présente, faut-il être pessimiste ou béatement optimiste au motif qu'avec le Grenelle de l'environnement, l'écologie s'affiche ? S'affiche certes, mais la biodiversité se réduit, l'environnement se dégrade, le pétrole s'épuise, le taux de CO₂ s'accroît, le nombre d'humains augmente, et les politiques tergiversent,...et il faudrait être optimiste ! Faux débat, poursuivons le combat à tous les niveaux.

Bernard ROUSSEAU
Ancien Président de France Nature Environnement
Responsable des politiques Eau

(1) Voir Lettre Eau n° 45. (2) Le taux d'étagement est la dénivellation totale des barrages rapportée à la dénivellation naturelle sur un tronçon homogène. Plus ce taux est élevé, plus le nombre de barrages (c'est à dire l'artificialisation du cours d'eau) est important. (3) GIEC : Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat. (4) Voir Lettre Eau n° 45. (5) Source : article de Stéphane Foucart, Le Monde 01/09/2009. (6) Le CH₄, un gaz très efficace... pour contribuer à l'effet de serre.

Nitrates dans l'eau en Bretagne

Les nouvelles critiques de la Commission européenne

C'est un document fleuve de 83 pages que la Commission européenne a adressé le 25 avril dernier au gouvernement français, afin de lui faire part des critiques et interrogations sur les programmes d'actions mis en oeuvre dans les zones vulnérables à la pollution des eaux par les nitrates.

Après avoir analysé le bilan de la mise en oeuvre de la directive nitrates (12 décembre 1991, 91/676/CEE) que lui a adressé le Ministère de l'Ecologie, la Commission européenne a procédé à un examen détaillé des mesures prises dans neuf départements français répartis sur l'ensemble du territoire et présentant des contextes hydrologiques et agricoles différents.

Pour la Bretagne, la commission souligne que «*tous les problèmes de mauvaise application de la directive relevés en Ile-et-Vilaine affectent aussi les programmes d'action du Morbihan, des Côtes d'Armor et du Finistère*». Elle émet par ailleurs trois principales critiques ou interrogations concernant cette même région.

La première concerne les périodes d'interdiction d'épandage : en Bretagne, la principale insuffisance des programmes d'actions en zone vulnérable est la reprise des épandages de lisier à la mi-janvier, une période sensible où les pluies risquent le plus souvent de lessiver l'azote.

La deuxième reprend l'obligation d'équilibrer la fertilisation. La Commission considère que cette seule obligation de principe est insuffisante, et estime nécessaire que chaque programme d'action fixe une limite quantifiée (et donc contrôlable) d'azote épandable par hectare, pour chaque type de culture ou prairie, et non plus une limite globale comme aujourd'hui...

La dernière traite de la sous-estimation des apports d'azote par les animaux. Pour les vaches laitières, les apports d'azote sont sous-estimés à hauteur de 15%. En effet, les niveaux actuels de production laitière, de plus en plus intensifs, ne sont pas pris en compte. Pour les porcs et les volailles, le taux de volatilisation de l'azote⁽¹⁾ retenu en France est supérieur à celui retenu dans les autres pays européens.

Et la Commission européenne de conclure que cette situation conduit à fertiliser excessivement les sols et à accroître les risques de pollution des eaux de surface et des eaux souterraines.

Cette lettre de la Commission intervient au moment où la quatrième génération des programmes d'action vient d'être soumise à consultation publique à la fin du printemps. Si pour les quatre départements bretons, les projets de 4ème programmes d'actions sont identiques aux 3èmes et comportent donc les mêmes insuffisances que celles relevées par la Commission, il y a quelques évolutions pour les autres départements français: obligation de couverture des sols en hiver, maintien de bandes enherbées le long des cours d'eau...

La France devait répondre avant fin juin à la demande d'explications de la Commission européenne. Et surtout, car c'est bien là l'essentiel, rectifier les diverses insuffisances... Mais les préfets bretons n'ont pas jugé utile d'intégrer les critiques européennes à leurs projets ! Quel résultat attendre donc de ces 4èmes programmes d'action ?

Gilles HUET
Délégué Régional Eau & Rivières de Bretagne



Les marées vertes sur les plages bretonnes sont une conséquence directe de la pollution des eaux en Bretagne. © Yvon BLANCHOT

(1) Volatilisation de l'azote : perte d'azote (NH₄⁺) par voie gazeuse, sous forme d'ammoniac (NH₃), lors des épandages. Très variables, ces pertes dépendent des conditions de sol et des conditions climatiques locales.

Abandon du projet portuaire de Donges-Est

une victoire pour la Loire et son estuaire

C'est une bataille de 20 ans, menée par Loire Vivante et le réseau associatif, qui a permis de stopper le projet portuaire de Donges-Est. Une victoire construite sur un argumentaire scientifique, politique, juridique solide et indéfectible qui, 15 ans après l'adoption du Plan Loire, ouvre une ère nouvelle dans l'estuaire de la Loire avec une mutation de la politique portuaire et une reconquête des espaces naturels.

Un combat environnemental est toujours plein d'enseignements. Celui de Donges-Est va faire évoluer la conduite de nouveaux grands projets d'aménagements et aussi la manière de mener des luttes associatives. Mais l'enseignement majeur est le chemin parcouru depuis 1989 pour intégrer les arguments écologiques dans le débat d'un projet d'aménagement et, 20 ans après, les faire reconnaître aux yeux de tous comme une évidence inéluctable.

LA RECONNAISSANCE SCIENTIFIQUE ET JURIDIQUE DE LA HAUTE VALEUR ÉCOLOGIQUE

En 1989, l'estuaire de la Loire a le statut de zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique. L'Etat diligente un groupe d'experts scientifiques et naturalistes pour produire le rapport « *Les oiseaux de l'estuaire. Inventaire pour l'application de la directive CEE 79/409* », inventoriant et hiérarchisant les zones importantes pour les oiseaux sur l'estuaire de la Loire et constituant la base scientifique de la délimitation de la Zone de Protection Spéciale - ZPS.

L'Etat et le Port Autonome de Nantes-Saint-Nazaire perçoivent les conclusions de ce rapport comme pouvant contrecarrer les projets d'extensions portuaires. Pendant des années, l'Etat se gardera bien de rendre public ce rapport et encore moins de le prendre en compte dans ses décisions estuariennes. Ainsi, il faudra un jugement du tribunal administratif de Nantes du 13 juillet 1994 qui, suite à une requête des associations - APNE(1), annulera pour erreur manifeste d'appréciation la révision du P.O.S. de la commune de Donges en ce qu'elle prévoyait le classement en zone industrialo-portuaire les zones humides de Donges-Est. Le Conseil d'Etat confirmera cette décision le 8 mars 1996.

En 1997, après une plainte déposée auprès de la commission européenne, par les mêmes APNE, l'Etat français est contraint d'intégrer les zones humides de Donges-Est, du banc de Bilho et de la vasière de Méan, au sein du périmètre de la ZPS de l'estuaire de la Loire, en raison de la qualité et de la rareté des milieux concernés.



Vue aérienne de la vasière et de la roselière de Donges-Est, le site qui était convoité pour le projet portuaire. © LM Préau - SOS Loire Vivante - ERN France

(1) Les associations - APNE : SOS Loire Vivante, LPO Loire Atlantique et Bretagne Vivante

Abandon du projet portuaire de Donges-Est

une victoire pour la Loire et son estuaire



En soutien au combat des associations de l'estuaire, arrivée du voyage pour une Loire Vivante sur le site de Donges-Est, en juillet 2007. © JP Chabanon - SOS Loire Vivante - ERN France)

LA PERSÉVÉRANCE DANS UN PROJET FUNESTE

Le Plan Loire grandeur nature du 4 janvier 1994 confirme le projet portuaire. L'Etat et le Port, avec l'appui de toutes les collectivités territoriales, poursuivent et finalisent leur projet à Donges-Est.

Le 13 février 2003, malgré un avis réservé de la DIREN, un avis défavorable de IFREMER et une contribution importante des associations du bassin de la Loire lors de l'enquête publique de 2002, le Préfet signe l'autorisation au titre de la police de l'eau et des milieux aquatiques de réaliser les travaux de la première phase. Elle comprend la construction de près de 3 000 m de digues, un terre-plein de 51 ha près du chenal, un réseau routier et ferré conséquent pour relier le terre-plein, un quai de 500 m (2 postes) et le creusement d'un chenal d'accès à - 8,60 m pour des navires jusqu'à 12 m de tirant d'eau.

Le projet global, incluant une seconde phase, comprendrait un quai de 2 600 m et 150 ha de terre-plein, une zone d'activité portuaire de 125 ha et une réserve foncière de 165 ha supplémentaires.

Les APNE, une nouvelle fois, portent le dossier devant la commission européenne (2000) et le Tribunal administratif de Nantes (2003).

2006 - 2008 LE BRAS DE FER

À l'audience du tribunal administratif, le 29 juin 2006, la Commissaire du gouvernement préconise l'annulation de l'autorisation préfectorale en reprenant tous les arguments développés par les APNE : l'intérêt écologique majeur de la zone convoitée, l'incompatibilité avec le SDAGE Loire Bretagne et les insuffisances des mesures compensatoires. Mais le jugement du 19 septembre 2006 rejette la demande d'annulation et déboute finalement les associations. Dans la foulée, le ministre des transports, D. Perben, dans une lettre adressée le 5 octobre 2006 au directeur du Port, l'autorise à démarrer les travaux au printemps 2007. Avant, il demande au Préfet d'installer un comité scientifique et technique (CST) pour réévaluer les mesures compensatoires.

Les APNE interjettent appel de ce jugement devant la Cour administrative d'appel de Nantes. Et, pour organiser leur stratégie d'actions et porter le dossier au niveau national, elles se structurent. En février 2007, SOS Loire Vivante - ERN France crée Loire Vivante Estuaire, en collaboration avec la LPO Loire-Atlantique, Bretagne Vivante ; le soutien financier du WWF France, de la LPO France et de Patagonia ; le relais de F.N.E et de la Fondation N.Hulot.

Les APNE décident de participer aux réunions du CST pour y souligner les insuffisances des mesures compensatoires. Ainsi, en septembre 2007, les avis émis par le CST et par l'Union européenne sont rendus publics. Ces deux instances partagent le même point de vue : insuffisance des mesures compensatoires. Les APNE décident alors de se retirer du CST, estimant que celui-ci n'est plus dans une phase opérationnelle de réalisation des autorisations de 2003 et 2006, mais bien dans un contexte préparatoire à un nouveau projet qui nécessite de nouvelles autorisations et obligerait à refaire les consultations publiques. Le CST, l'Etat et le Port n'en tiennent pas compte, poursuivent leur travail et transmettent leur proposition de nouvelles mesures compensatoires à la Cour administrative d'appel et à l'Union européenne.

Hors du CST, les associations continuent leur action. Fort entre autres des conclusions du Grenelle de l'environnement, qui indique à propos des fleuves : « Protéger efficacement les habitats aquatiques remarquables comme les estuaires des fleuves, véritables nurseries pour les poissons et renaturer les berges des cours d'eau bétonnées et rectifiées ». Lors de l'installation en janvier 2008 du comité d'estuaire par l'Etat et le Conseil régional des Pays de la Loire, dans le cadre du Plan Loire Grandeur Nature, les APNE soulignent la contradiction à mener le projet de restauration et de récréation de vasières pour recouvrer les fonctionnalités écologiques de l'estuaire dégradées par un siècle d'aménagement d'une part, et la poursuite du projet Donges-Est d'autre part. En mars 2008, la fuite accidentelle d'hydrocarbures à la raffinerie TOTAL de Donges rappelle combien les espaces naturels estuariens sont fragiles et menacés.

2009 LE CHANGEMENT DE CAP

Le port devient Grand Port Maritime (GPM). Après 6 mois de concertation, le 12 juin dernier, son conseil de surveillance valide un nouveau plan stratégique, construit dans le dialogue avec le conseil de développement au sein duquel les APNE acceptent de participer. Il décide l'abandon du projet d'extension portuaire à Donges-Est. Ainsi, 2 600 m de rives naturelles de l'estuaire vont être sauvées du béton. Si les APNE se félicitent de ce changement, elles restent vigilantes vis-à-vis de la superficie (pertinente ou non) des nouveaux projets portuaires, des alternatives et de leur impact sur les espaces naturels. Cette décision fait aussi suite à leur recours en justice conclu par un arrêt de la Cour administrative d'appel de Nantes du 5 juin 2009, qui annule l'arrêté préfectoral autorisant les travaux d'aménagement portuaire à Donges-Est au titre de la police de l'eau et des milieux aquatiques pour erreur d'appréciation, au motif de l'insuffisance des mesures compensatoires initiales.

Le 19 juin, l'Etat par la voix de J-L. Borloo confirme l'abandon de Donges-Est et annonce le lancement des études pour la création d'une réserve naturelle nationale à l'échelle de l'estuaire de la Loire. Le 30 juin, lors de la réunion du comité d'estuaire animée par le GIP Loire Estuaire, le programme de récréation de vasières est lancé, avec l'objectif d'une première réalisation en 2011-2012.

Quinze ans après l'élaboration du Plan Loire et l'arrêt des projets de grands barrages, les principes d'un retour à un « estuaire vivant » se mettent enfin en place : agir pour la diminution des effets du bouchon vaseux, la restauration des fonctionnalités écologiques, l'amélioration de la qualité de l'eau et pour la récréation des espaces naturels inutilement remblayés.

Pour Loire Vivante et les APNE, la victoire à Donges-Est n'est pas un aboutissement, mais bien un virage vers un « nouvel estuaire » pour lequel elles comptent bien rester plus que jamais actrices.

Christophe Dougé
christophe.douge@rivernet.org
Délégué de SOS Loire Vivante ERN France,
en charge de la coordination Loire Vivante Estuaire

Le schéma national des données sur l'eau :

l'accès de l'information sur l'eau pour tous

Interview de René Lalement, directeur de la connaissance et de l'information sur l'eau à l'ONEMA⁽¹⁾

1- Quel est le contexte historique de la création du Système d'information sur l'eau (SIE) ?

[RL] Le système d'information sur l'eau a été fondé dans la foulée de la loi sur l'eau de 1992, à l'initiative de la Direction de l'eau, qui venait d'être créée au ministère de l'environnement. Dans le contexte de l'élaboration des premiers Schémas Directeurs d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE), le ministère souhaitait donner une cohérence aux données (qui étaient produites localement) sur l'état des milieux et sur les pollutions. Depuis lors, sous l'impulsion des directives européennes sur l'environnement, l'organisation des connaissances à partir de données objectives, tenues à jour, fiables et comparables est devenue une nécessité.

2- Quels sont ses objectifs ?

[RL] Le SIE est conçu comme un outil au service de politiques de l'eau orientées par la connaissance, pour leur définition, leur mise en œuvre et leur évaluation. La logique est celle de la directive-cadre sur l'eau : analyse des pressions, surveillance de l'état, définition d'objectifs et des mesures pour les atteindre, évaluation - et on itère tous les six ans. C'est un outil qui doit faciliter la participation du public, la prise de décision (à toutes les échelles), le rapportage, la recherche appliquée. Depuis la loi sur l'eau et les milieux aquatiques de 2006, il couvre également les services publics d'eau et d'assainissement.

3- Quels en sont les modes de gouvernance ? Quel est le rôle de l'ONEMA par rapport au MEEDDM ?

[RL] Ses objectifs sont fixés par la Direction de l'eau et de la biodiversité (DEB) du MEEDDM, en liaison avec les autres administrations compétentes en matière de gestion de l'eau (comme la DGS⁽²⁾) et d'information environnementale (comme le CGDD⁽³⁾) ; la DEB consulte ses usagers via le Comité national de l'eau. L'ONEMA assure sa coordination technique au niveau national, notamment en définissant un référentiel (méthodologies, dictionnaires de données, système de gestion de la qualité), afin de garantir sa cohérence et en mettant en place des outils communs.

Au niveau de chaque bassin, c'est l'agence (ou l'office) de l'eau et la délégation de bassin qui en assurent la coordination au sein du secrétariat technique de bassin.

4- D'où proviennent les données ? Comment sont-elles organisées ? De quel type sont-elles ?

[RL] Les données sont produites par des services de l'État, des établissements publics, des collectivités et des « organismes associés ». Les données sont organisées selon les spécifications et les jeux de données de référence du service d'administration des données et des référentiels sur l'eau (SANDRE). Elles portent sur les eaux de surface continentales, les eaux côtières et de transition et les eaux souterraines, les habitats et les espèces constituant les écosystèmes aquatiques, les activités humaines ayant un lien avec l'eau, les incidences de ces activités sur les milieux aquatiques et les réponses apportées par les politiques publiques. La plupart des données ont un positionnement géographique (par exemple les obstacles à la continuité écologique ou un site de surveillance) ou sont des informations liées à des objets eux-mêmes positionnés (commune, masse d'eau, bassin versant, etc.).

5- Qui sont les utilisateurs ? Quelles sont les voies de diffusion et d'accès de ces données ?

[RL] Ses utilisateurs sont les gestionnaires, c'est-à-dire ceux qui prennent des décisions et qui doivent en rendre compte, les experts, les citoyens, les usagers. Toutes les données, une fois validées, sont accessibles au public (sauf exception prévue par le code de l'environnement), gratuitement. Le moyen privilégié pour faciliter cet accès est la diffusion sur l'Internet, à partir du portail www.eaufrance.fr et d'un ensemble de sites nationaux et de bassin qui se mettent en place progressivement.

6- France Nature Environnement s'implique dans la mise en œuvre de la Directive Cadre sur l'Eau depuis son adoption en 2000. Quelle plus-value le SIE va-t-il apporter pour l'application de la DCE et pour l'évaluation de l'atteinte du bon état écologique en 2015 ?

[RL] Appliquer la DCE, c'est d'abord mettre en œuvre un système d'information (Cf. question 2) ! Par exemple, l'atteinte du bon état écologique sera évaluée avec le «SEEE » (système d'évaluation de l'état des eaux), nouvelle composante du SIE qui comprend des méthodologies (indicateurs, règles d'évaluation), des dictionnaires de données et un outil d'évaluation qui sera disponible sur l'Internet en 2010 et utilisable par tous. Ce que nous rapportons à la Commission européenne, ce sont des données qui décrivent tout l'échafaudage de nos SDAGE : quelles sont les pressions sur chaque masse d'eau, leur état, les dérogations à l'objectif de bon état 2015 et les justifications de ces dérogations, les mesures supplémentaires rendues nécessaires par les pressions qui sont des obstacles au bon état, le coût de ces mesures, etc.

7- Quel sera le lien avec le Système d'information européen sur l'eau ?

[RL] Le système d'information européen sur l'eau, WISE, est alimenté régulièrement à partir des rapports de mise en œuvre des directives européennes et de données d'observation sur l'état de l'environnement (réseau EIONet), qui sont les uns et les autres produits à partir des jeux de données du système d'information sur l'eau. Il y a un portail européen : www.water.europa.eu.



La faune des milieux aquatiques fait partie des données synthétisées par le SIE. © Elodie GAILLARD

(1) ONEMA : Office National de l'Eau et des Milieux Aquatiques. (2) Direction générale de la santé

Le schéma national des données sur l'eau : l'accès de l'information sur l'eau pour tous



La morphologie des cours d'eau est utilisée pour évaluer l'état écologique des eaux dans le cadre de la DCE. Le Yar à Plufur, Côtes d'Armor. © Samuel JOUON

8- Le monde associatif a-t-il été associé ? Quels bénéfices pourrait-il en tirer, selon vous ?

[RL] Le monde associatif est consulté formellement à travers le Comité national de l'eau et sa nouvelle commission spécialisée qui réunit des usagers du SIE. En pratique, le statut « d'organisme associé au SIE » permet aux associations qui le souhaitent de participer à l'élaboration des méthodologies ou des dictionnaires de données du SIE et de bénéficier des outils nationaux de bancarisation et de diffusion des données. FNE est l'un de ces organismes associés. L'usage d'outils nationaux de bancarisation devrait permettre en particulier de renforcer les dispositifs d'observation afin de pouvoir mieux rendre compte de phénomènes émergents, par exemple l'extension des espèces allogènes dans un contexte de changement global. L'association d'un organisme au SIE fait l'objet de conventions qui sont conclues au niveau national avec l'ONEMA ou au niveau du bassin avec l'agence de l'eau et qui peuvent comporter une aide financière pour des actions communes relatives au SIE.

9- Pouvez-vous nous parler du SNDE, le Schéma National des Données sur l'Eau ? Quelle nouveauté apporte-t-il pour la constitution du SIE ?

[RL] Le SNDE est un document d'une vingtaine de pages, institué par décret et approuvé par arrêté interministériel, qui fixe le périmètre, les objectifs, l'organisation (la « gouvernance ») et la composition du SIE. Il s'applique aux autorités publiques et aux organismes associés. Ce schéma succède à des « protocoles » signés de 1992 à 2006 par les partenaires qui s'engageaient volontairement à contribuer au SIE et à des « schémas

directeurs », approuvés par les préfets coordonnateurs de bassin qui en réglaient l'organisation au seul niveau du bassin. Il apportera plus de cohérence, de lisibilité et d'efficacité au fonctionnement du SIE.

10- Quel est le processus de validation des données et qui les valide ?

[RL] En règle générale, c'est le producteur des données qui les valide. Un système de gestion de la qualité fixera plus précisément les règles à appliquer. Concernant les données d'observation, leur production relève de la responsabilité du secrétariat technique de bassin (agence ou office pour les données qualitatives, délégation de bassin pour les données quantitatives) qui devra faire respecter ces règles de validation.

11- Pour ce qui est de l'interprétation de ces données, y aura-t-il une interprétation « officielle » ? Tous les utilisateurs pourront-ils interpréter les données ?

[RL] Comme les données brutes et les outils de traitement doivent être publics et accessibles à tous, chaque utilisateur pourra produire sa propre interprétation des données, selon ses objectifs. Les interprétations qui figurent dans un acte administratif (comme par exemple, la classification des masses d'eau dans les SDAGE ou la définition d'un zonage réglementaire) ont sans doute le caractère officiel de l'autorité qui les approuve, mais le SIE n'a pas pour rôle de produire l'interprétation officielle de ses données. Rendre les données encore plus accessibles et compréhensibles est aussi l'une de nos missions, pour que cette capacité d'interprétation soit effectivement partagée.

Le schéma national des données sur l'eau : l'accès de l'information sur l'eau pour tous

Interview de Jean-Baptiste Chatelain, de l'Agence de l'Eau Loire Bretagne

1- Comment les Agences de l'eau contribuent-elles au Système d'Information sur l'Eau (SIE) ?

[JBC] Les Agences de l'eau participent à la gouvernance du SIE sous l'autorité de la Direction de l'Eau et de la Biodiversité, en assurant la coordination du SIE au niveau de leurs bassins avec la délégation de bassin (DIREN(4) de bassin).

Dans chaque bassin, l'Agence de l'eau est responsable, conjointement avec la délégation de bassin, de la spécification des dispositifs de production des données d'observation et de la supervision de leur mise en oeuvre.

Par ailleurs, les Agences de l'eau sont responsables de la production des données d'observation de l'ensemble des éléments de qualité des eaux, des écosystèmes aquatiques ainsi que des données d'évaluation des pressions. Elles sont aussi responsables de l'évaluation des coûts des services et de l'acquisition de données relatives aux redevances, aux aides et au coût des travaux. Elles s'appuient notamment sur les opérateurs suivants, qui produisent des données du système d'information sur l'eau dans le cadre de leurs missions : les DREAL(5), les délégations de l'ONEMA, l'Ifremer, les DDEA(6).

Les agences collaborent également avec d'autres organismes dits associés qui mettent en place des dispositifs de production, de bancarisation, de valorisation ou de diffusion des données pour produire des données pour le SIE. Ces organismes peuvent être notamment les établissements publics locaux, dont les établissements publics territoriaux de bassin (EPTB(7)) et les chambres consulaires, des associations ou des entreprises.

De plus, les Agences et les offices de l'eau collectent les données suivantes : les déclarations pour le calcul des redevances, les bilans annuels des ventes de produits phytosanitaires, les données d'auto-surveillance des stations d'épuration et les coûts des travaux dans le cadre de leurs programmes d'intervention.

2- A l'échelle du bassin, comment s'organise la production de données (nombre de points de mesures, types de données, organismes sources...) ?

[JBC] L'agence produit et bancarise directement des données caractérisant la qualité des milieux aquatiques(8). Les données sont obtenues à partir de mesures ou d'observations effectuées in situ, de prélèvements d'échantillons d'eau, de sédiment ou de faune et flore. Les analyses en laboratoire sont sous-traitées dans des laboratoires agréés.

Par ailleurs elle finance et assure la bancarisation d'autres données issues de réseaux de mesures locaux auxquels elle apporte un financement : réseaux départementaux des conseils généraux(9), réseaux phyto,

A terme, l'ensemble de ces données seront gérées dans des banques nationales(10).

Les données recueillies concernent en particulier le réseau de surveillance de la Directive Cadre sur l'Eau (programme de surveillance, programme de contrôle opérationnel pour les masses identifiées en 2004 en risque de non attente du bon état 2015...).

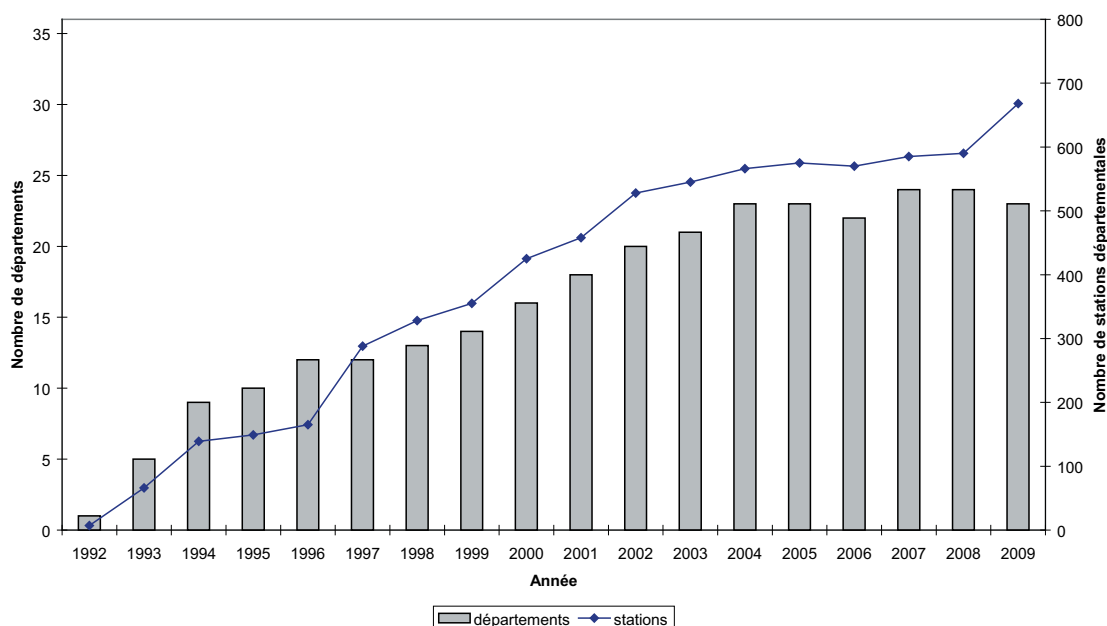
Pour Loire-Bretagne, l'ensemble des données gérées dans la base (Base OSUR) atteint les 9 300 000 enregistrements

A noter également que l'agence administre pour le compte de l'ensemble des utilisateurs du bassin, le référentiel(11) des stations de mesures de la qualité des eaux de surface.

3- Comment les données du SIE sont-elles valorisées et exploitées par les Agences ?

[JBC] Le système d'information sur l'eau comporte des dispositifs de valorisation et de diffusion des données, qui ont vocation à fournir des informations objectives, tenues à jour, fiables à toutes les échelles du territoire et comparables. Ces informations résultent à la fois des données produites ou collectées par le système d'information sur l'eau et de l'emploi d'outils de traitement des données.

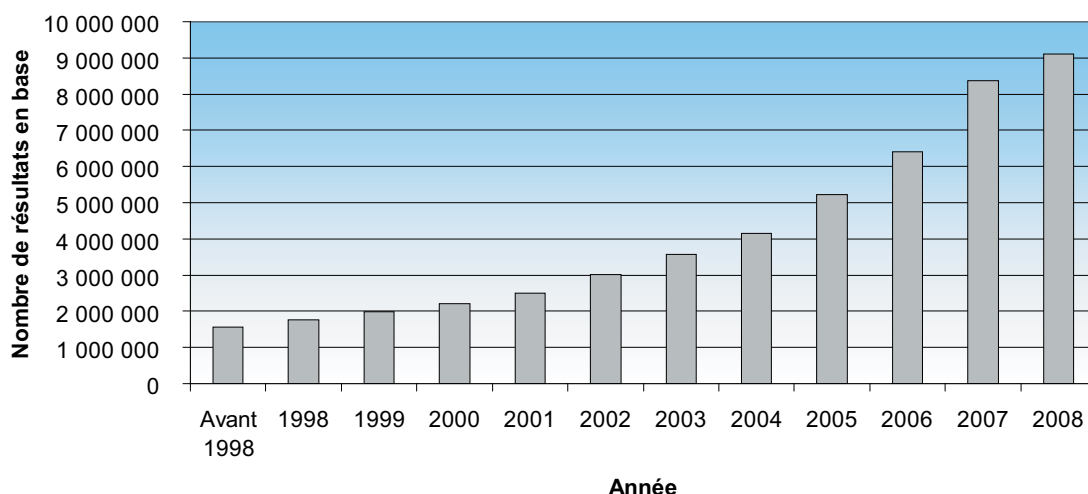
Evolution du nombre de départements et de stations de mesures départementales de 1992 à 2009



(4) DIREN : Direction Régionale de l'Environnement, à l'échelle des grands bassins hydrographiques. (5) • les DREAL (Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement) pour la définition, l'évolution et la mise en oeuvre des contrôles de surveillance des éléments de qualité biologique des cours d'eau et des plans d'eau ; • l'ONEMA, pour la définition, l'évolution et la mise en oeuvre des contrôles de surveillance, en ce qui concerne l'ichtyofaune et les conditions morphologiques des éléments de qualité biologiques (poisson) et hydromorphologiques des cours d'eau et plans d'eau, pour la caractérisation des habitats soutenant la biodiversité, dont les zones de reproduction, et la description des obstacles à la continuité écologique ; • l'Ifremer, pour la définition, l'évolution et la mise en oeuvre des programmes de surveillance des eaux côtières et de transition. (6) Les DDEA (Direction Départementale de l'Équipement et de l'Agriculture) pour la mise en oeuvre de prélèvements en eaux littorales et la description des obstacles à la continuité écologique. (7) EPTB : Etablissements Publics Territoriaux de Bassin.

Le schéma national des données sur l'eau : l'accès de l'information sur l'eau pour tous

Données qualité des eaux de la base OSUR de l'agence de l'eau
Loire-Bretagne



La diffusion de l'information porte sur les jeux de données produits directement ou élaborés par le Système d'Information sur l'Eau. Elle est effectuée sur Internet à partir du portail www.eaufrance.fr et d'un ensemble de sites, notamment :

- des sites thématiques nationaux (par exemple : site des données sur les eaux souterraines, site des documents techniques sur l'eau et les milieux aquatiques, ...)
- des sites de bassin, qui donnent accès aux données contenues dans les banques de données de bassin ou nationales relatives aux bassins concernés.

Le Schéma National des Données sur l'Eau renforce ces dispositifs déjà en grande partie existant au niveau national et au niveau des bassins mais permet d'aller plus loin dans le partage des informations et la communication.

Pour le bassin Loire-Bretagne, de nombreux produits de valorisation et de mise à disposition des données existent et sont en grande partie accessibles sur Internet (site : http://www.eau-loire-bretagne.fr/informations_et_donnees). On peut citer par exemple :

- Cartes ponctuelles de qualité (cours d'eau et nappes) ou linéaires de qualité des cours d'eau sur des périodes pluriannuelles
- Graphes d'évolution de la qualité des cours d'eau sur longue période
- Fiches d'évaluation de l'efficacité écologique d'actions subventionnées par l'Agence
- Outil de Suivi de la qualité des cours d'eau du bassin
- Outil de mise à disposition des données sur les obstacles à l'écoulement

4- Quelle sera la nouveauté introduite par le Schéma National des Données sur l'Eau (SNDE) pour l'organisation des données à l'Agence de l'eau ? Est-ce une contrainte ou une plus-value ?

[JBC] Une première nouveauté concerne la coordination du système d'information dans chaque bassin⁽¹²⁾ qui est assurée par le même secrétariat technique (secrétariat technique de bassin⁽¹³⁾ - STB) qui assiste le comité de bassin et le préfet coordonnateur de bassin pour

l'élaboration de l'état des lieux, des programmes de surveillance, du SDAGE et du programme de mesures. De plus un plan d'action national pluriannuel associé au SNDE pour sa mise en œuvre concrète sera décliné au niveau du bassin.

Ces deux éléments garantissent une plus grande cohérence des décisions et des actions dans le bassin et avec l'échelon national.

5- Quels sont, selon vous, les apports du Système d'Information pour l'Eau pour les acteurs et notamment pour le monde associatif ?

[JBC] Les apports du SIE pour les acteurs sont nombreux :

- des outils communs avec le Schéma National des Données sur l'Eau et le plan d'action associé à celui-ci ;
- une meilleure lisibilité sur qui fait quoi en matière de données au niveau national et au niveau des bassins ;
- la définition de méthodologies communes pour la production de données objectives et comparables à l'échelle nationale ;
- une cohérence des différentes politiques de connaissance : la Directive Cadre sur l'Eau, le Grenelle de l'Environnement, le plan « Écophyto 2018 » pour la réduction de l'usage des pesticides, les plans de gestion de l'anguille... ;
- des utilisateurs mieux écoutés : un des rôles des co-pilotes du SIE dans les bassins (Agence de l'eau et DIREN de bassin) est de recueillir les besoins des utilisateurs pour la gestion locale de l'eau ;
- une participation de tous les acteurs y compris associatifs (exemple des poissons migrateurs) pour la production des données ;
- le souci d'une amélioration permanente de la qualité des données sur l'eau impose également la mise en place d'un système de gestion de la qualité sur l'ensemble de la chaîne des données, de la production à la diffusion ;
- le partage des données au niveau local, national mais aussi européen. Le SIE doit en particulier permettre de faciliter les rapports à l'Europe ;
- garantir et faciliter l'accès aux données environnementales conformément à la directive⁽¹⁴⁾ concernant l'accès du public à l'information en matière d'environnement et l'article 7 de la Charte de l'environnement.

(8) Données physico-chimique (Demande Biologique en Oxygène à 5 jours (DBO5), Nitrates, pH, ...), des données d'indice biologique (IBD - Indice biologique diatomées estimé à partir des peuplements de diatomées qui sont des algues microscopiques,...) et des substances chimiques (métaux, pesticides, substances pharmaceutiques, ...). (9) En 2009, concerne 23 départements sur 36 que compte le bassin Loire-Bretagne. (10) A contrario, l'administration des données restera locale. Les banques de données sont dotées à cet effet des outils permettant aux agences d'assurer les fonctions d'administration et de mise à disposition des données. (11) Ce référentiel décrit chaque station de mesures (Code, Nom, Coordonnées) de façon unique. (12) Ici au sens du grand bassin hydrographique concerné par une agence de l'eau et un préfet coordonnateur. Ce grand bassin hydrographique est un groupement de bassins versants. (13) Le STB est co-animé par la délégation de bassin de la DIREN et par l'agence. (14) Directive 2003/4/CE du 28 janvier 2003.

Consultation sur les SDAGE :

Les chambres d'agriculture, acteurs impossibles du développement durable ?

Conformément à la loi, les comités de bassin ont consulté sur le projet de SDAGE dans un premier temps le public, puis dans un second temps les assemblées territoriales dont les chambres d'agriculture. Dans le bassin Loire-Bretagne, les chambres d'agriculture ont donc été interrogées, et elles ont toutes rendu leur avis. Pas de surprise : elles ne proposent aucune disposition supplémentaire, mais contestent vivement certaines dispositions concernant la gestion quantitative et la qualité de l'eau.

S'il fallait résumer les avis des représentants officiels du monde agricole sur le projet de SDAGE Loire Bretagne (LB), on pourrait dire que les chambres d'agriculture en approuvent tous les objectifs, et s'opposent à toutes les mesures qui permettraient de les atteindre ou au moins de s'en approcher.

Gestion quantitative : Augmenter les prélèvements

Le projet de SDAGE LB impose que les SAGE des territoires concernés par les Zones de Répartition des Eaux (ZRE(1)) définissent les priorités d'usage de la ressource en eau, la définition du volume exploitable et sa répartition par usage (disposition 7C1 du projet de SDAGE Loire Bretagne). En l'absence de SAGE approuvé, c'est le préfet qui définirait le volume maximum exploitable et établirait la répartition. Pourtant, au motif que ce ne serait pas le rôle du SDAGE, cette disposition est contestée par les chambres d'agriculture.

De même, il a été refusé que les volumes d'éventuelles retenues de substitution(2) en Zones de Répartition des Eaux soient limités à 80 % du volume antérieurement prélevé (mesure 7D1). Ces retenues sont réclamées à grands cris par les irrigants, a priori pour une sécurisation de la ressource dans une logique de sécurisation... des usages existants que les Associations - APNE ne peuvent partager, mais aussi pour un développement accru de l'irrigation. D'autre part, le principe que tout nouveau prélèvement dans ces mêmes ZRE ne puisse se faire qu'en remplacement d'un prélèvement existant (7D3) a été combattu, ce qui confirme cette volonté d'aller toujours plus loin dans l'exploitation de la ressource : développons l'irrigation !

Qualité de l'eau : pas de diminution des polluants

Le projet de SDAGE Loire-Bretagne impose qu'en zone vulnérable (ZV(3)), les programmes d'actions comprennent systématiquement l'obligation d'implanter des CIPAN(4) (mesure 2 B2), lorsque deux cultures sont séparées de plus de 5 mois. Cette disposition permettrait de ne pas laisser les sols à nu en automne. D'autre part,



La jussie, plante envahissante, sur le canal d'Orléans.
© Pierre GALINAND

des dispositifs végétalisés type haies, bandes enherbées, ripisylves d'une largeur minimale de 5 mètres deviendraient obligatoires le long de tous les cours d'eau. Ces dispositions, tout comme la possibilité d'étendre les bandes enherbées à dix mètres si la situation l'exige, n'ont pas été validées. Dans les zones très vulnérables, c'est pourtant le minimum quand l'on sait que la largeur minimale en terme d'efficacité est de douze mètres.

Le rappel de l'obligation d'équilibre de la fertilisation phosphatée (3B1 et 3B2) a été la cible d'un refus plus ou moins clairement formulé. Il est généralement demandé des « mesures d'accompagnement ». En clair : « Donnez-nous des sous pour que nous respections la loi ». Or, l'équilibre en matière de fertilisation est une obligation réglementaire depuis très longtemps, même si elle est peu respectée en pratique ! Par ailleurs, l'objectif « d'élimination totale de tous les polluants dans les eaux brutes » (6C1) a été refusé. La profession agricole demande simplement la « réduction des polluants ». On sait ce que cela a donné pour le phosphore diffus, dont « l'élimination progressive » exigée par une directive européenne il y a plus de trente ans s'est traduite en pratique par une « augmentation progressive » du fait des excédents de phosphore organique issu d'un développement non maîtrisé de l'élevage intensif !

La disposition visant à imposer des bassins tampon en aval des zones de drainages (3B3) est également contestée, au motif que leur efficacité ne serait pas démontrée. Admettons... Ce qui est sûr, c'est que les nitrates et autres pesticides sont envoyés rapidement par le drainage dans les eaux de surface : un bassin planté de végétaux ad-hoc, bien que n'étant qu'un palliatif, a tout de même un effet d'abattement non négligeable. Mais il « mange » de la surface qui ne sera pas utilisée pour les cultures !

Concernant la définition des zones humides par la loi, la profession souhaiterait limiter la protection aux seules zones humides remarquables, et non aux zones humides « ordinaires », les plus nombreuses. Il y a donc une volonté de revoir la définition et les critères permettant de délimiter ces milieux... afin d'en avoir moins à protéger.

D'autre part, la disposition 8B2 prévoit la restauration ou la recréation des zones humides lors de leur destruction : cette compensation, à « au moins 200% » en terme de surface, a essuyé un refus net(5). Mais en fait, la moindre contrainte nouvelle est contestée par principe. Ainsi en est-il des refus concernant les dispositions visant à :

- classer l'eau utilisée pour l'abreuvement des animaux comme un « usage de l'eau », qui permettrait pourtant d'éviter les dérives ;
- interdire tout repeuplement piscicole dans les masses d'eau en bon état(6).

Tentative d'influence des SAGE

Les chambres d'agriculture sont malgré tout d'accord pour demander qu'un SAGE soit systématiquement constitué lorsqu'un bassin versant projeté de s'équiper de retenues. Soit. L'argument se comprend et les APNE rejoignent ce positionnement. Toutefois, ce qui se cache derrière ces propos, c'est que « la mise en

(1) Les Zones de Répartition des Eaux (ZRE) se caractérisent par une insuffisance chronique des ressources en eaux par rapport aux besoins. Elles permettent de gérer et partager la ressource en eau. (2) Voir aussi Lettre Eau 36, septembre 2006. (3) Les Zones Vulnérables (ZV) sont des parties de territoires qui alimentent des masses d'eau dépassant ou risquant de dépasser le seuil de 50 mg/l en nitrates. (4) Les CIPAN (Cultures Intermédiaires Pièges A Nitrates) constituent des couverts végétaux permettant d'éviter que les sols restent à nu pendant l'hiver et de mobiliser les nitrates résiduels après récolte. (5) Voir l'article « Dernier round de concertation sur les SDAGE : Pour ou contre leur adoption ? » dans cette même lettre p12-15. (6) Il s'agit pourtant d'une mesure d'évidence, les élevages de poissons surdensitaires dans les masses d'eau étant une réalité (disposition 9C1).

Exemple du bassin Loire-Bretagne

place d'un SAGE ne doit pas retarder la mise en œuvre des ouvrages de stockage et projets d'équipement ». Dans les zones de cultures intensives, les irrigants et leurs amis sont majoritaires au sein des SAGE, et les "retenues" étant bien plus importantes à leurs yeux que les objectifs d'un SAGE, il importe d'en constituer un le plus rapidement possible, même « bancal », ne serait-ce que pour justifier et faire aboutir les projets de barrages d'irrigation.

On constate d'ailleurs que les réponses des chambres d'agriculture sont faites à partir d'un même texte, en "copié-collé" plus ou moins commenté, texte qui semble provenir d'une sorte de comité central de rédaction. Il y est toujours question de *développement*, mélangé à la notion de « *harmonieux* », « *maîtrisé* », etc. Ce qu'il faut retenir, c'est « *développement* », à savoir : augmentation... des prélèvements et rejets. Par exemple, dans le Puy-de-Dôme, certains agriculteurs en sont à demander de pouvoir prélever dans les nappes pour arroser... les prairies ! Le terme « *création de ressource* » en eau revient fréquemment, sans que son absurdité saute aux yeux, et on relève quelques

perles d'inculture, tel ce commentaire estimant que « *la remise en cause des ouvrages sur certaines rivières risque de faire disparaître le débit du cours d'eau* », comme si les retenues artificielles constituaient les sources naturelles d'un cours d'eau. Mais elles permettent de masquer un peu l'impact qu'ont les pompages sur ces mêmes débits... C'est d'autant plus absurde que les retenues augmentent les pertes par évaporation.

On note aussi une demande récurrente « *d'adaptation au contexte local* », mais dans un texte qui sur chaque point est le même d'un bout à l'autre du bassin, et qui reprend fréquemment l'idée d'« *objectifs (...) identiques dans tous les départements* ».

Conclusion

Visiblement, les élus des agriculteurs « en ont assez » des contraintes imposées pour la gestion de l'eau. Et comme tous ceux qui « en ont assez », ils veulent encore moins de contraintes, et ne sont pas prêts à concéder du terrain !

Les représentants directs du monde agricole auprès du Comité de bassin sont dans une position particulièrement délicate. Ils sont liés à une base qui souvent ne voit pas plus loin que le système dans lequel elle s'est enfermée, et qui s' imagine que quelques tonnes de lisier ou dégradations de préfectures permettront de rétablir le statu-quo ante, pour mieux poursuivre le développement aveugle en cours sans freins inutiles !

L'agriculture intensive a pourtant l'obligation de prendre un virage, il est vrai assez raide à négocier pour quelques-uns. Pourtant, certains préfèrent tenter la "sortie de route", en rêvant qu'il n'y aura comme auparavant ni mur ni platane, parce qu'une fois de plus, leurs alliés politiques modifieront le tracé de la route devant eux. Mais il s'agit cette fois d'une illusion de courte vue ! L'Europe nous attend au tournant !

Josselin DE LESPINAY
Association ANPERTOS,
membre du Comité de Bassin Loire-Bretagne

3^{ème} Concours photo

sur le bassin Loire Bretagne

L'eau et la vie

La vie dans l'eau et la vie autour de l'eau...

Modalités de participation

- Photos en couleur
- Photos papier (avec les négatifs) ou numériques (format JPEG – 3 Méga pixels minimum)
- 4 photos au maximum par participant
- Date limite de réception des photos : **le 31 octobre**
- Préciser le nom de l'auteur, la date et le lieu pour chaque photo

Pour plus de précisions sur les modalités du concours, visitez notre site : www.fne.asso.fr

Vous pouvez envoyer vos photos ou nous contacter à :

Réseau eau de FNE - 6 rue Dupanloup - 45 000 Orléans
02 38 62 55 90 - eau@fne.asso.fr



Dernier round de concertation sur les SDAGE

Pour ou contre leur adoption ?

L'automne 2009 marque la dernière ligne droite dans l'élaboration des projets de SDAGE 2010-2015. Cette période met aussi un terme à plusieurs années de propositions, contestations, négociations, écritures et réécritures des projets, rythmées par des phases successives de consultation⁽¹⁾.... Il est enfin possible d'entrapercevoir ce à quoi les futurs SDAGE ressembleront et quelles seront leurs réelles ambitions et portées, à moins d'un cataclysme de dernière minute⁽²⁾...

Cette analyse porte sur des documents encore provisoires, à une date donnée ; ils évolueront donc encore dans les semaines à venir, notamment au cours du mois de septembre. Cette synthèse est une base de travail pour alimenter la réflexion engagée par FNE et ses représentants dans les divers Comités de bassin⁽³⁾, avec en point de mire une réunion nationale pour approfondir et définir le cas échéant un positionnement politique interbassins.

15 octobre 2008, minuit : la seconde consultation du public sur la DCE touche à sa fin. Les citoyens ont parlé (ou plutôt écrit), et dans la plupart des bassins, leur avis est tranché : il faut aller plus loin dans la restauration des milieux, faire payer ceux qui polluent vraiment, et appliquer enfin la réglementation existante trop souvent bafouée. Pas une surprise au vu des résultats de 2005⁽⁴⁾... 11 mai 2009, minuit : la consultation des assemblées donne aussi son verdict. Evidemment, les avis divergent, et parfois fortement. Les uns déplorent le manque d'ambition des textes. D'autres soulignent que les objectifs fixés seront difficiles à atteindre ou que certaines dispositions sont gênantes. Pas de surprise là non plus. Mais mettre en musique tous ces avis différents, en prenant en compte l'obligation de résultats exigée par la DCE, les évolutions de la réglementation, les engagements du Grenelle de l'Environnement et les améliorations de la connaissance, cela relève de l'alchimie, tant les contradictions sont nombreuses et le poids des différentes parties disproportionné.

Le Grenelle, le public et les anguilles au secours des pauvres SDAGE

Maintes fois évoquées, les évolutions suite au Grenelle de l'Environnement et la consultation du public sont bien connues (et bien venues !). L'objectif de 66% de masses d'eau en bon état écologique dès 2015 a eu pour effet de gonfler les programmes de mesures et de booster les ambitions dans chaque bassin⁽⁵⁾ (sauf Seine-Normandie, estimant avoir déjà respecté cet objectif). Heureusement, le public en avait également exprimé le souhait, ce qui simplifie

la tâche, ardue, des secrétariats techniques de bassin⁽⁶⁾. Les associations de protection de l'environnement, fortement mobilisées depuis toutes ces années, ne peuvent que s'en réjouir. Par ailleurs, la LEMA⁽⁷⁾ instaure un relèvement des débits réservés, le plan Anguille émanant du Règlement européen du même nom⁽⁸⁾ impose la désignation supplémentaire de cours d'eau classés au titre de l'article L. 214-17⁽⁹⁾... Que de bonnes choses en somme, qui figurent dans les « additifs⁽¹⁰⁾ » aux projets de SDAGE adoptés fin 2008. Malheureusement, depuis la parution de ces documents, la grande majorité des évolutions

n'a été que recul et rabotage quant à l'ambition des textes de SDAGE et des montants affichés dans les programmes de mesures...

Faisant suite à la consultation du public, la consultation des assemblées territoriales, qui s'est déroulée début 2009, a permis de formaliser la contestation sans surprise des usagers économiques⁽¹¹⁾. Les collectivités territoriales se sont montrées assez réservées sur l'adoption de ces projets de SDAGE, soit parce qu'ils sont trop ambitieux et donc trop chers, soit parce qu'ils ne le sont pas assez...



Le langouyrou, un affluent de l'Allier. © Johann MOY

(1) Les projets de SDAGE soumis à la consultation du public d'avril à octobre 2008 avaient été adoptés à la fin de l'année 2007, en novembre ou décembre voire janvier selon les bassins. (2) Comme, par exemple, un ultimatum d'une catégorie d'usagers refusant de voter le SDAGE... (3) A noter que de nombreux articles de la Lettre eau traitent des SDAGE et de la DCE. Cet article fait suite notamment à l'analyse comparative des SDAGE métropolitains (Lettre eau n° 42) et du dossier de presse élaboré en juin 2009, disponibles sur le site internet. (4) En 2005 a eu lieu la première consultation du public sur l'état des lieux et les grands enjeux de la gestion de l'eau. Les principales demandes : respect des lois, cohérence des politiques publiques, application du principe pollueur-payeur. (5) Voir Lettre Eau n° 46 : « Consultations 2008-2009 : un virage à ne pas manquer ? » (6) Secrétariat technique de bassin : organisme au sein des agences de l'eau chargé d'élaborer les documents de séance, de prendre en compte les avis émanant des commissions du comité de bassin, de modifier les rédactions en ce sens ou d'en introduire de nouvelles, d'intégrer les éventuels nouveaux éléments extérieurs (évolution législative, prise en compte des consultations, des analyses juridiques...). (7) LEMA : Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques, adoptée le 30 décembre 2006. (8) Règlement (CE) N° 1100/2007 du conseil du 18 septembre 2007 instituant des mesures de reconstitution du stock d'anguilles européennes. Voir l'article « Un règlement européen et un plan de gestion français pour sauver l'anguille ? », Lettre eau n° 45, décembre 2008.

Dernier round de concertation sur les SDAGE

Voici, bassin par bassin, et sans être exhaustif loin de là, quelques points majeurs à relever dans les dernières évolutions des textes. Cet exercice est important non seulement pour peser encore à la marge dans les derniers débats...mais aussi pour apprécier la position que pourraient tenir les associations de protection de l'environnement au moment de la délibération finale.

Seine-Normandie : le lobby agricole intensif impose son inertie !

De nombreuses dispositions envisagées ont été « amputées », notamment en ce qui concerne le programme de mesures, en particulier sur les pollutions agricoles. Le montant global est passé de 2 900 à 1 870 millions d'euros (M€) sur 6 ans, soit une réduction de plus d'un tiers !

Le nombre de captages prioritaires a largement souffert des négociations de ces derniers mois, passant de 1 700 à 400 (dont 238 sélectionnés au titre des 500 captages « Grenelle »⁽¹²⁾). Et ce au motif affiché d'une « mauvaise faisabilité technique » des actions, et d'un doute sur leur efficacité : il semblerait que très peu d'acteurs concernés s'engagent dans la mise en œuvre des « MAE »⁽¹³⁾ ! Résultat : les montants affichés pour la protection des captages passent de 700 M€ à 175 M€⁽¹⁴⁾.

De la même manière, les mesures concernant le développement de l'agriculture intégrée ont été réduites aux « actions de diagnostic et de formations », excluant toute démarche opérationnelle. L'évolution des montants va de pair, avec un passage de 600 à 236 M€. Un autre exemple ? Dans la disposition 4.1.3, on admet officiellement que « les objectifs de réduction des flux de nutriments fixés par la Convention OSPAR⁽¹⁵⁾ ne sont pas atteignables pour les pollutions d'origine agricole ». Dès lors, on aboutit à la réduction des préconisations qui devaient réduire l'érosion des terres agricoles (limitées maintenant aux zones de captages pour l'eau potable) et à la réduction des coûts pour le traitement des pollutions « par temps de pluie » (de 1 400 à 1 200 M€), presque anecdotiques... Dernier élément révélateur : 2 700 M€ sont



Barrage de la Goule sur le Doubs. © Jean WENCKER

dévolus aux mesures préventives, contre 6 000 M€ aux mesures curatives.

Au final, le projet de SDAGE n'est pas du tout à la hauteur des enjeux du bassin. Les contraintes sont inexistantes ou dérisoires. Sa portée juridique est en général nulle, du fait de la rédaction des dispositions... Non seulement les objectifs n'ont pas été revus à la hausse suite au Grenelle, mais en plus le montant prévu dans le programme de mesures a considérablement diminué !

En Rhin-Meuse : quelques petites retouches pas si anodines !

Suite à la consultation des assemblées, le projet de SDAGE a été quelque peu infléchi face à la pression d'activités économiques souhaitant pouvoir continuer à « faire comme avant ». Ainsi, les dispositions interdisant les travaux destructeurs de cours d'eau, comme les

enrochements, les curages, les rectifications et les aménagements dans les zones de mobilité du cours d'eau ne sont plus proscrits, mais « limités strictement ». L'affaiblissement rédactionnel de cette disposition permettra ainsi à tout maître d'ouvrage de justifier la compatibilité de son projet avec une disposition permettant « des altérations modérées », elles-même sujet à appréciation variable selon l'influence du maître d'ouvrage : voilà encore un exemple de « vidange de contenu » et de « réduction de portée juridique ».

Au final, il est à regretter que la plupart des dispositions s'attachent seulement à émettre des préconisations ou à faire appliquer la réglementation⁽¹⁶⁾, ce qui est peu compatible avec une exigence de résultat sur le terrain, et d'ailleurs largement insuffisant au regard des dégradations constatées, notamment sur la nappe de la plaine d'Alsace. Par ailleurs, la dimension internationale du bassin le rend tributaire des programmes internationaux, et un certain nombre de questions sont toujours en négociation avec l'Allemagne.

(9) Article L.217-17/ code env. : article émanant de la LEMA de 2006. Il impose la désignation de cours d'eau au titre de 2 listes. La première concerne ceux qui accueillent des migrateurs amphihalins (vivant alternativement en eau douce et en mer), qui sont en très bon état ou qui font office de réservoirs biologiques : ceux-ci sont préservés de tout nouvel ouvrage qui viendrait altérer la continuité écologique. La seconde liste concerne les cours d'eau à migrateurs « au sens large » (amphihalins et locaux) sur lesquels le transport des espèces aquatiques et des sédiments doit être assuré. (10) Pour plus d'informations sur ces additifs, voire l'article de la Lettre Eau n°46 : « Consultations 2008-2009 : un virage à ne pas manquer ? » (11) Voir article page 10-11 de J. De Lespinay (12) Un engagement du Grenelle consistait à mettre en place une protection spéciale sur les 500 captages destinés à l'eau potable les plus menacés par les pollutions agricoles. Au final, une liste nationale de 507 captages a été rendue publique en juin 2009 (13) MAE : Mesures Agro-Environnementales (14) A noter qu'il y a en permanence des avancées et reculs concernant le volet « captages » : leur nombre tout comme les montants des financements prévus et les actions à mettre en œuvre. Au final, il est encore difficile de savoir quelle version sera retenue. (15) La Convention pour la protection du milieu marin de l'Atlantique du Nord-Est, dite Convention OSPAR, a été signée à Paris le 22 septembre 1992. Elle est née de la fusion de la Convention d'Oslo (1972) traitant de la prévention de la pollution marine par les opérations d'immersion, et de la Convention de Paris, traitant des rejets d'origine tellurique. Par exemple, pour le bassin Seine-Normandie, l'objectif OSPAR est de réduire par 2 les flux d'azote sortant du bassin, les concentrations moyennes annuelles en nitrates à la confluence de l'ensemble des rivières du bassin ne devraient pas dépasser 12 mg/Ll. Site de la commission OSPAR : <http://www.ospar.org/welcome.asp?menu=3> (16) Posture qui ne devrait pas être inscrite dans un SDAGE.

Dernier round de concertation sur les SDAGE

Adour-Garonne : un bel exemple de passivité !

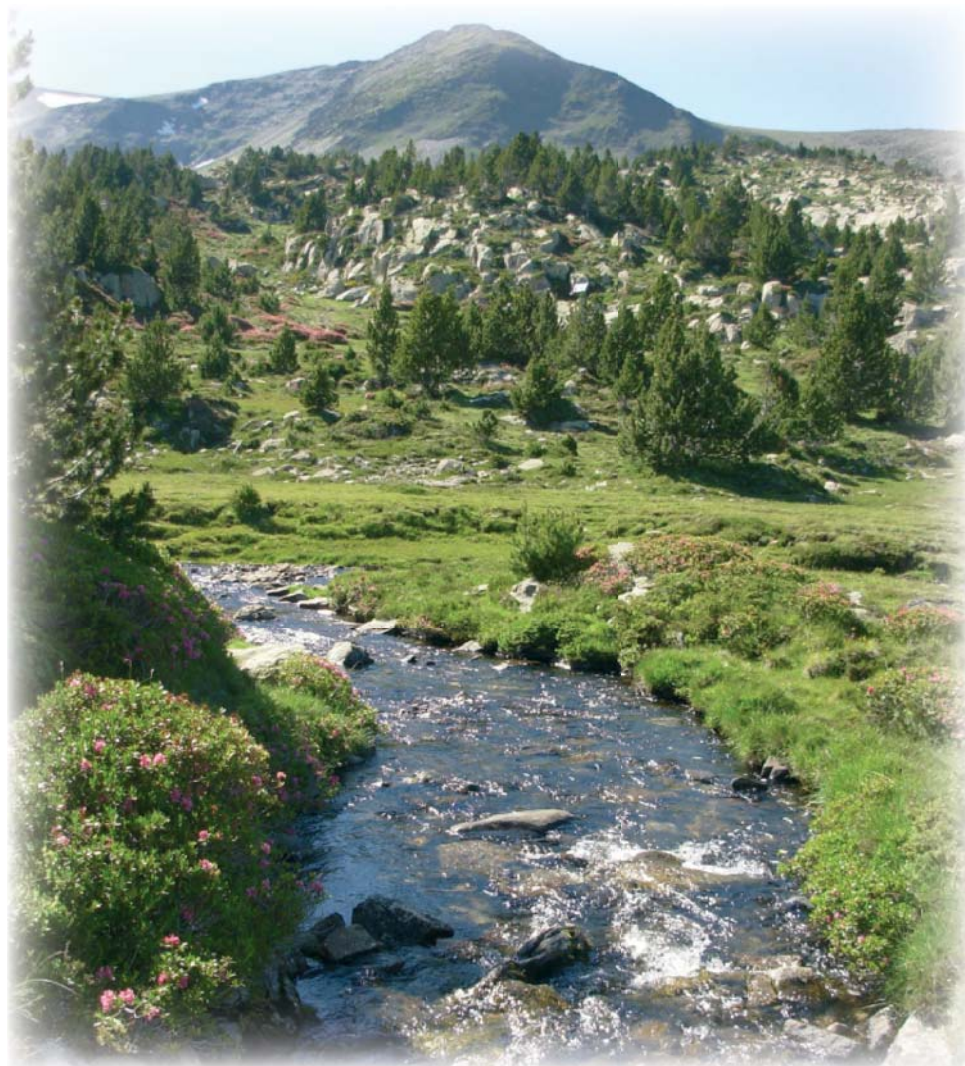
Le comité de bassin du 6 juillet 2009 a été décevant et n'a pas donné suite aux ultimes amendements des APNE(17). Le SDAGE Adour Garonne ne comporte quasiment aucune disposition permettant d'orienter la politique de l'eau du bassin, et s'avère donc très loin d'être satisfaisant. Le problème central du bassin reste les pollutions diffuses agricoles et rien ne semble voir le jour pour favoriser une reconversion vers des cultures alternatives, malgré une lueur d'espoir survenue lors du comité de relecture du 25 juin 2009 : l'agriculture biologique a été « clairement identifiée comme un levier pour atteindre les objectifs »...

De faibles avancées ont cependant vu le jour, sous l'effet Grenelle(18). Certes, les dépenses sont passées de 651 à 725 M€ par an, mais l'atteinte du bon état des eaux porte encore essentiellement sur l'amélioration de l'assainissement. C'est le minimum ! Face à ces dépenses, les redevances ont été augmentées(19). Par contre, le principe de continuité écologique, les économies d'eau, les pratiques alternatives à l'agriculture intensive... n'apparaissent pas de manière explicite dans les projets, et ne font l'objet d'aucune disposition technique.

Le point de vue des APNE est clair. Le projet de SDAGE ne propose que des mesures curatives et non préventives. Les dépenses n'en seront donc que plus importantes à long terme. Les projets dérogatoires à la DCE et autres Projets d'Intérêt Général sont bien trop nombreux et parfois totalement aberrants : pas moins de 17 retenues de soutien d'étiage sont en lisse pour dénaturer un peu plus les rivières du bassin Adour Garonne, et ont été une fois de plus ressorties des cartons !

Artois-Picardie : une ambition pas toujours à la hauteur des enjeux !

Les pollutions liées à l'assainissement, non collectif notamment, représentent la partie faible du SDAGE et du programme de mesures, qui constituent de ce fait un handicap lourd pour l'atteinte du bon état en 2015. Hormis quelques dispositions intéressantes qui instaurent une contrainte, somme toute réduite (limitation du taux de sol nu en période hivernale, interdiction



Cours d'eau pyrénéen au pied du pic Carlit. © Romain SUAUDEAU

des rejets directs des nouveaux drains...), le projet de SDAGE fait fi de la dégradation généralisée du bassin et préconise des mesures curatives plutôt que préventives. Il serait pourtant urgent de supprimer dès maintenant tout rejet dans les milieux de substances dangereuses et de résorber efficacement les pollutions collectives et industrielles.

Plusieurs propositions associatives ont certes été reprises, pour améliorer les dispositions à la marge. Suite aux remarques formulées à l'occasion des consultations, deux points importants devraient apporter des modifications au projet de SDAGE : promouvoir le zéro pesticide pour les collectivités, et intégrer les objectifs du plan Ecophyto 2018 (50% de réduction des phytosanitaires). Affaire à suivre.

Rhône-Méditerranée : réservoirs biologiques contre projets hydroélectriques !

Sur ce bassin, peu d'évolutions majeures sont à noter depuis ces derniers mois, hormis la bataille concernant l'identification des réservoirs biologiques, qui a vu le lobby hydroélectricien, EDF en tête, s'arc-bouter sur ses positions. Les services de l'Etat, sous forte pression de ce lobby, ont été sommés d'adopter une démarche « rationnelle », non fondée sur le principe de prévention : toute classification d'un cours d'eau en réservoir biologique devant être argumentée et dûment justifiée...Aux gardes à vous ! Or, sur un sujet aussi nouveau, où peu de données existent,

(17) Plusieurs démarches importantes sont à noter : création d'un collectif d'associations nommé Cap'eau, coordonné par FNE-Midi Pyrénées ; Elaboration d'une plateforme intitulée « Pour une nouvelle politique de l'eau en Adour-Garonne » sur la base de 13 fiches thématiques. Par ailleurs, plusieurs remarques et amendements ont été produits, notamment à l'occasion de la consultation des assemblées. Voir l'article de la Lettre eau n° 47. Plus d'infos sur le site DCE de FNE : <http://eau.fne.asso.fr/> (18) L'objectif de bon état des eaux passe de 50 % à 60% d'ici 2015 (19) Les redevances en Adour Garonne sont parmi les plus faibles de France. (20) Limitation des retenues de substitution à 80% du volume antérieurement prélevé, implantation des CIPAN obligatoire en zones vulnérables, fertilisation équilibrée en phosphore pour le renouvellement des autorisations

Dernier round de concertation sur les SDAGE

il est bien difficile d'apporter des arguments de poids, alors qu'en face, une longue liste de projets hydroélectriques très rémunérateurs veulent forcer le feu vert...

Au final, et malgré de nombreuses contributions et propositions associatives, la liste des réservoirs biologiques « élus » est mince en regard de ceux qui sont passés à la trappe. Les multiples interventions des pêcheurs et APNE n'ont permis que de faire comprendre qu'il y avait des limites à ne pas dépasser ! Ce débat va dorénavant se poursuivre sur l'identification des cours d'eau en très bon état...

Ce projet de SDAGE, loin d'être parfait, pose quelques avancées notamment en terme de restauration morphologique et de préservation des zones humides. Cependant, le tout manque cruellement d'ambition, notamment concernant les pollutions diffuses, l'urbanisation et les économies d'eau. Les acteurs économiques ayant réussi à obtenir de considérables avantages, non inscrits dans les projets de texte initiaux, sont les grands organismes d'eau tels que la Société du Canal de Provence ou BRL : la possibilité de créer de nouvelles ressources en eau au motif de satisfaire l'alimentation en eau potable et l'explosion touristique ont eu raison des mesures visant économies d'eau et maîtrise de l'urbanisation...

Loire-Bretagne : faute d'avancer, on recule de moins en moins vite ?

Les attaques tout azimut de l'alliance « agro-industrielle » ont eu raison de - presque - tout ce qui restait d'avancées dans le SDAGE. La couleur était annoncée : en début d'année 2009, une liste des « points restant en débat » a été publiée. Même si quelques « bastions » ont été sauvegardés⁽²⁰⁾, et ce au prix d'une lutte pied à pied, d'autres points ont péri dans la bataille sous les coups de boutoirs des principaux intéressés.

Commençons par une bonne nouvelle (à savourer, c'est la seule) : une disposition ajoutée récemment impose l'élaboration d'un plan de réduction de l'emploi des pesticides de toutes origines, dans tous les SAGE. Cette disposition a été obtenue à grand renfort « d'invocation du saint Grenelle ». Par contre, il fut impossible d'obtenir gain de cause en ce qui concerne la priorité à l'implantation d'agriculture



Marais de Grande Brière en Loire-Atlantique. © Sandrine BABONNEAU

biologique ou à bas niveau d'intrant dans les aires d'alimentation de « captages prioritaires Grenelle ». N'en demandez pas trop, mon fils.

Le principe de « surcompensation », déjà rétréci lors d'une joute passée⁽²¹⁾, avait jusque là résisté⁽²²⁾. En invoquant l'absence d'existence légale de la surcompensation des zones humides, les représentants agricoles et industriels ont réussi à obtenir son éviction, et par ricochet de nouveaux projets de barrages. Il ne s'agit plus maintenant que de « compenser les dégâts occasionnés par la recréation de fonctionnalités écologiques équivalentes. En l'absence de toute démarche (d'évaluation et de compensation des fonctionnalités), la surcompensation à 200% sera la règle. Nul doute que les maîtres d'ouvrage ne manqueront pas de mener eux-mêmes les évaluations nécessaires, même (surtout !) à minima, pour s'éviter de trop contraignantes mesures compensatoires.

Enfin, la disposition visant « la réduction des flux de nutriments dans les bassins alimentant les baies soumises à marées vertes » a été appauvrie. Un objectif de 30% d'ici 2012 était imposé aux SAGE concernés : ceux-ci devaient élaborer un plan d'action pour atteindre au moins ce seuil. Les bassins en question, situés en Bretagne uniquement, sont maintenant moins nombreux, passant de 17 à 13. Pour rappel, dans

la toute première rédaction du projet, tous les SAGE sujet à des proliférations algales étaient concernés par l'objectif de -30% ; dorénavant, ils ne doivent se contenter que d'élaborer un programme d'action, sans objectif obligatoire. Pourtant, l'actualité nous rattrape : le Grenelle de la Mer⁽²³⁾ et la recrudescence de mortalité sur les plages à algues vertes en décomposition (chiens, chevaux, chauffeurs de camions...) pourraient aider à booster les objectifs et ambitions du SDAGE !

Ce bref tour d'horizon n'est qu'une étape. FNE, avec l'aide de ses associations et de ses représentants siégeant aux comités de bassin, va affiner son analyse sur le contenu de ces textes et participer encore activement aux derniers débats d'ici la fin de l'année, afin notamment de se positionner sur l'adoption des SDAGE : Pour ou contre ?

Sans croire aux miracles, il faudra surtout mesurer le long chemin qu'il reste à parcourir dans les années à venir, pour enrayer l'inertie ambiante due aux rapports de force défavorables à la préservation de l'environnement. Il restera à mesurer l'efficacité de la démarche SDAGE et à en tirer tous les enseignements...

Raphaël Chaussis, Anaïs Giraud et Romain Suaudeau
Chargés de mission au Réseau eau de FNE

(21) La compensation obligatoire pour les zones humides détruites par un projet était passée de 10 fois à 2 fois la surface détruite. (22) Il s'agissait, dans le cas de construction de nouveau barrage ou de destruction de zones humides, de compenser les méfaits à hauteur de 200% ailleurs sur le même bassin versant (détruire le double de la hauteur du barrage construit, ou recréer/restaurer 200% des surfaces détruites en zones humides). Voir l'édition de la Lettre eau n°47. (23) Parmi les principales mesures issues de la table ronde n°2 du Grenelle Mer : Accélérer la réduction des nitrates et phosphates venant de tous les acteurs, et viser l'objectif de -40 % pour 2012/2014 dans les bassins situés en zone vulnérable et dont le littoral est eutrophisé (algues vertes, plancton toxique...).

Fiche de lecture : " L'eau, un trésor en partage. "

Pollution des eaux, sécheresses, pénuries, inondations, provoquent partout dans le monde des mortalités humaines plus importantes que celles générées par les guerres et font de la question de l'eau un thème majeur. Dans les pays développés, bien que la gestion de l'eau soit mieux maîtrisée, la situation est loin d'être satisfaisante et entraîne des investissements très lourds que seuls des riches peuvent se payer.

Ces dernières années, de nombreux ouvrages traitant du sujet de l'eau en France et dans le monde, ont été publiés(1). L'éclosion de ces ouvrages n'est pas sans rappeler celle des fleurs dans le désert après la pluie, dont le destin est de faner vite, pour ensuite renaître et assurer la continuité de la vie. Le dernier en date est sorti au printemps 2009 sous la plume pédagogique de Ghislain de Marsily, géologue et professeur émérite à l'université Pierre et Marie Curie à Paris. « L'EAU, un trésor en partage », est le titre de cet ouvrage à caractère scientifique où tableaux et chiffres viennent appuyer les démonstrations et propos qui touchent aux affaires du monde. Voici quelques commentaires bruts de décodage, avant relecture.

D'abord le titre. Il est porteur des catastrophes actuelles et futures. Partager un trésor ! Même si l'eau murmure en coulant, le trésor ne peut rien dire, surtout que ceux qui se le partagent sont des prédateurs, quoique bien éduqués. On peut craindre qu'il ne reste plus beaucoup d'eau pour les milieux naturels et les poissons, comme par exemple aujourd'hui dans le sud ouest de la France.

Foin du titre, ce livre est une mine..... d'informations : volumes et flux d'eau dans les grands réservoirs terrestres, cycle de l'eau et répartition des précipitations dans les divers contextes climatiques de la planète, débits et transports solides des grands fleuves, surfaces cultivables, besoins alimentaires des peuples du monde, besoins en eau de la population mondiale, et évolution de ces paramètres en fonction des modifications climatiques et de l'augmentation de la population mondiale située à 9 milliards d'individus en 2050.

D'où la question posée par G de Marsily : y aura-t-il suffisamment d'eau douce disponible sur la planète en 2050 pour les usages de 9 milliards d'humains, compte tenu des changements climatiques ? En hiérarchisant les

besoins, il arrive à la conclusion partagée que c'est l'agriculture avec 80% de consommation de l'eau qui pose le principal problème d'autant que cette eau est très inégalement répartie. Dans certaines zones arides où l'on prévoit un fort développement de la population il ne sera guère possible de développer l'agriculture.

Cette difficulté pourra être contournée en conjuguant les agricultures pluviale et irriguée, et en surproduisant dans les endroits du monde bien arrosés, des denrées alimentaires qui ensuite seront exportées dans les zones arides. A cet effet, il présente le concept d'eau virtuelle. C'est l'eau totale utilisée pour faire pousser une plante ou fabriquer un objet et, plutôt que de transporter des masses d'eau considérables, il vaut mieux transporter des produits finis : ils pèsent moins lourd ! Selon l'auteur, pour faire un kg de blé il faudrait 1 000 litres d'eau, et 13 000 litres pour un kg de boeuf (p113).

Moyennant ce type d'échange, déjà à l'oeuvre, l'eau ne serait plus en 2050 un élément réellement limitant de la production de nourriture, surtout si, dans les pays riches, nous modifions nos pratiques alimentaires actuelles et si, dans les pays émergents on ne les adopte pas. Pour que ce schéma soit viable, à supposer qu'il puisse l'être, il faudrait que la surface cultivable mondiale ne soit pas un élément limitant. Elle le sera, et encore plus avec les évolutions climatiques qui se traduiront par une perte globale de la surface cultivable actuelle. Pour compenser cette perte et pour trouver de nouvelles terres cultivables, une solution : défricher les forêts.

Divers scénarios sont présentés, basés sur les travaux de Gritton (2006) et d'Agrimonde (2009). Les conséquences sur la biodiversité d'une telle politique à l'échelle mondiale ne sont pas ignorées, mais les solutions proposées rappellent fortement ce qui se fait dans notre pays...là où la biodiversité est en chute libre.



L'eau, un trésor en partage © Ghislain de Marsily

Le livre de G. de Marsily passe en revue les différents problèmes posés par la gestion de l'eau. Pour l'agriculture, sujet majeur, il esquisse dans sa conclusion quelques solutions. Il propose « l'augmentation des surfaces irriguées, avec son corollaire d'équipements en barrages, canaux, transferts à distance ; et enfin le défrichement de nouveaux espaces pour augmenter les surfaces de l'agriculture pluviale. » Des solutions à la mode productiviste bien de chez nous, en vogue dans le syndicalisme agricole hégémonique.

Mais que valent-elles, alors que la crise financière mondiale bouscule les idées véhiculées par la pensée économique dominante tout en faisant oublier pour l'instant la rareté énergétique ? Et il en faudra de l'énergie pour actionner le ballet de l'eau virtuelle, sans compter tous les autres problèmes à surmonter. Donc un livre à lire...avec un oeil doublement critique !

Bernard ROUSSEAU
Ancien Président de France Nature Environnement
Responsable des politiques Eau

(1) Quelques titres pour compléter sa culture : En 2005 « L'EAU », Editions Le Cavalier Bleu, par Jean Margat et Vazken Andréassian. Les auteurs entendent relativiser les idées reçues car, disent-ils, « elles procèdent à la fois d'un mélange de savoirs et de méconnaissances, ... ». - En 2007 « L'EAU : la Guerre aura-t-elle lieu ? », revue politique et parlementaire N°1043 regroupe une vingtaine de communications traitant principalement des thèmes eaux potables, eaux usées, coût et investissement en France et dans le monde. - Egalement en 2007 « Les Agences de l'EAU » Editions JOHANET par Jean-Loïc Nicolazo et Jean-Luc Redaud. Une illustration rapide en 376 pages de 40 ans de gestion de l'eau en France. - En 2008 « La Crise de l'EAU » Editions Perrin par Patrick Philipon passe au crible la France de l'eau. Lecture plus rapide et moins techno que le livre précédent. - Encore en 2008 « L'EAU : Géopolitique, enjeux, stratégies » CNRS Editions par Franck Galland. Traite des politiques de l'eau dans le monde « et comment l'or bleu est devenu le défi majeur du XXIème siècle. ». - Toujours en 2008 « L'avenir de l'EAU », Fayard par Eric Orsenna, petit précis de mondialisation. Témoignage d'un voyageur qui trace le chemin des problèmes de l'eau à travers le monde. - Enfin, en 2009. « L'EAU, un trésor en partage », Editions Dunod par Ghislain de Marsily, ouvrage à caractère scientifique où tableaux et chiffres viennent appuyer les propos qui touchent aux affaires du monde.

Remarque. Tous ces ouvrages ont un point commun, le problème de l'eau y est principalement traité sous l'angle de la ressource, au service des besoins humains. Le milieu, là où l'eau circule ou se stocke, est souvent relégué au rang des accessoires, faut-il y voir la marque de la réduction du cycle de l'eau à des valeurs strictement marchandes ? Ou est-ce la signature des formations initiales des auteurs et de leurs parcours professionnels ?